

Pétitions

LE CONTINGENTEMENT DES IMPORTATIONS DE CHAUSSURES

M. George Baker (Gander-Twillingate): Monsieur le Président, j'ai une pétition à présenter sur un autre sujet, à propos de l'industrie de la chaussure. Les pétitionnaires affirment que la décision annoncée par le gouvernement le 20 novembre de mettre fin au contingentement des importations de chaussures causera un grand tort à l'industrie canadienne de la chaussure et menace des milliers d'emplois. Cette pétition provient de Pickering et Toronto.

J'ai également une autre pétition concernant l'industrie de la chaussure, pratiquement sur le même sujet. Elle vient de la région de Scarborough, en Ontario.

Il y a une autre pétition que je ne parviens pas à trouver. Mais je la retrouverai certainement pour demain.

LES ACTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

M. Jack Shields (Athabasca): Monsieur le Président, j'ai le devoir de présenter une pétition de la part d'un certain nombre de Canadiens inquiets. Ils tiennent à exprimer leur mécontentement devant les actions de l'opposition officielle. La pétition a pour objet de demander . . .

Des voix: Lisez les noms.

M. Shields: Je le ferai si j'ai le consentement unanime.

M. le Président: A l'ordre. Contentez-vous de résumer brièvement la pétition.

M. Shields: En résumé, les pétitionnaires disent avoir voté pour le changement. Ils veulent que l'opposition officielle abandonne ses tactiques infantiles et laisse le gouvernement du Canada accomplir son travail.

Des voix: Bravo!

ON DEMANDE LE RETRAIT DU PROJET DE LOI C-70

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, il se peut que cela ne surprenne ni Votre Honneur, ni le député qui vient de parler, d'apprendre que je voudrais présenter une pétition dont l'objectif essentiel est quelque peu différent. Les pétitionnaires protestent contre la décision inéquitable et, je tiens à le signaler à nos vis-à-vis, injuste qu'a prise le gouvernement d'apporter des modifications à la Loi sur les allocations familiales. Ils viennent de localités canadiennes estimables comme Harrow, Brampton et Woodstock, en Ontario. A ce stade-ci, j'ai le grand honneur de conclure la longue liste de pétitionnaires de mon parti.

M. le Président: Apparemment non. La parole est au député de Thuder Bay-Atikokan (M. Angus).

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

M. Iain Angus (Thunder Bay-Atikokan): Je l'ai pris par surprise, monsieur le Président. J'ai le privilège de présenter

une pétition d'habitants de Thunder Bay, en Ontario, au cœur du Nord-Ouest. Ils s'opposent vivement à la désindexation des allocations familiales et exhortent le gouvernement à apporter les changements pour lesquels ils ont voté en réalité.

J'ai également le privilège de présenter un certain nombre de pétitions provenant des villes de Kingston et de Toronto. Ces gens n'acceptent pas ce que le gouvernement propose et ils l'exhortent à maintenir l'indexation des allocations familiales.

● (1740)

Enfin, je voudrais présenter une pétition d'un certain nombre d'habitants du sud de l'Ontario qui croient fermement qu'il ne convient pas de désindexer les allocations familiales et qui exhortent le gouvernement à annuler sa décision.

* * *

MESSAGE DU SÉNAT

M. le Président: J'ai l'honneur d'annoncer à la Chambre que le Sénat lui a adressé un message pour l'informer qu'il a adopté le projet de loi C-89, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le gouvernement du Canada pendant l'année financière se terminant le 31 mars 1986.

Je suis maintenant disposé à donner la parole au député de Windsor-Ouest (M. Gray) qui a été le dernier à me signifier son intention de présenter une pétition.

* * *

[Français]

PÉTITIONS

ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET DU CRÉDIT D'IMPÔT-ENFANT

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition de résidents de la circonscription fédérale de Saint-Jean (Québec), qui se prévalent maintenant de leur droit ancien et incontesté de présenter un grief commun dans l'assurance certaine que votre honorable Chambre y portera remède.

Et cette pétition demande que le gouvernement du Canada rétablisse la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

Monsieur le Président, j'ai une deuxième pétition de gens de la ville de Toronto qui aussi se prévalent de leur droit ancien et incontesté de présenter un grief commun, dans l'assurance que cette honorable Chambre y portera remède.

Cette pétition demande que le gouvernement du Canada rétablisse la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

[Traduction]

M. le Président: Comme il est 17 h 41, la Chambre abordera maintenant l'étude des mesures d'initiative parlementaire inscrites au *Feuilleton* d'aujourd'hui.